

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 12 janvier 2016



Aujourd'hui, le douze janvier deux mille seize à 11h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES,
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés : Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER II - Affaires diverses / Autorisation de signature - Marché : Construction d'un nouveau dispositif de franchissement piscicole au seuil d'Aire sur l'Adour (RD 834)

Exposé des motifs :

Considérant le marché de maîtrise d'œuvre autorisé fin 2015 et lancé début 2016,

Considérant la responsabilité de l'Institution Adour sur la passe à poissons situé sur le pont d'Aire sur Adour

Considérant la nécessité de restaurer la continuité piscicole multi-espèces (anguille, alose, lamproie, brochet), et de prendre en compte l'enjeu du franchissement par les embarcations sur cette passe

Il convient d'autoriser le Président à lancer et signer le marché à intervenir consistant en la construction d'un nouveau dispositif de franchissement piscicole au seuil d'Aire-sur-l'Adour (en aval du point de la RD834) pour un montant de travaux estimé à 200 000 € HT.

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

Le Bureau autorise le Président à signer le marché à intervenir

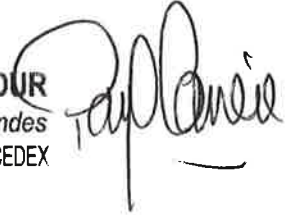
Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 12 janvier 2016 à Mont de Marsan

Le Président

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*

